



Conseil économique et social

Distr. limitée
28 juin 2019
Français
Original : anglais

Comité du programme et de la coordination

Cinquante-neuvième session

3-28 juin 2019

Point 7 de l'ordre du jour

Adoption du rapport du Comité sur les travaux de sa cinquante-neuvième session

Projet de rapport

Rapporteur : M. Jun Yamada (Japon)

Additif

Questions relatives aux programmes : projet de budget- programme pour l'exercice 2020

[Point 3 a)]

Programme 18

Développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes

1. À sa 17^e séance, le 13 juin 2019, le Comité a examiné le programme 18 (Développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes) du projet de plan-programme pour 2020 et les informations sur l'exécution du programme en 2018 [A/74/6 (Sect.21)]. Il était saisi également d'une note du Secrétariat sur l'examen du projet de plan-programme par les organes sectoriels, techniques et régionaux parue dans le document de séance portant la cote [E/AC.51/2019/CRP.1/Rev.2](#).

2. La Secrétaire exécutive de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes a présenté le programme et répondu aux questions posées lors de son examen par le Comité.

Débat

3. Les délégations ont exprimé leur satisfaction et leur adhésion au programme et aux activités menées. Plusieurs délégations ont salué les contributions de la Commission à la région. Les délégations ont cité, en particulier, l'assistance apportée aux pays à revenu intermédiaire de la région ainsi que les travaux de recherche et d'analyse et l'appui fournis aux pays aux fins de l'élaboration de politiques publiques,



et l'aide en matière de recherche d'un consensus régional. Une délégation a décrit la Commission comme un « socle de la coopération économique et sociale pour l'Amérique latine et les Caraïbes », en soulignant qu'elle contribuait de manière déterminante à mettre l'équité au cœur du développement.

4. Les délégations se sont aussi réjouies du fait que le programme soit axé sur la promotion de l'inclusion sociale et de l'égalité par la mise à disposition de formations et d'une assistance technique sur la communication de statistiques ventilées par genre.

5. Une délégation a souligné la place faite par la Commission à la recherche et à l'analyse aux fins de l'élaboration de politiques, et l'importance de mener à bien le programme de réforme ambitieux du Secrétaire général dans l'ensemble du système des Nations Unies pour le développement. À cet égard, elle a prié l'équipe chargée de l'exécution du programme de réduire les doublons et de mettre l'accent sur l'avantage comparatif dont le programme disposait dans la région. Il a été demandé à l'équipe de soutenir pleinement les équipes de pays des Nations Unies et il a été souhaité que les structures régionales soient rationalisées et fassent porter l'essentiel de leur action sur la réalisation et le suivi des objectifs de développement durable. Une autre délégation a voulu savoir en quoi l'amélioration de la coordination entre le programme et le nouveau système des coordonnateurs résidents pourrait être utile aux pays de la région et comment les changements entraînés par cette réforme avaient rejailli sur le programme.

6. Concernant le format du rapport, des délégations ont fait observer que des informations utiles relatives aux objectifs des sous-programmes étaient désormais absentes et que les résultats escomptés avaient été réduits à un seul paragraphe. Elles ont fait remarquer que cette démarche réductionniste ne permettait pas de mieux comprendre les activités de fond de chacun des sous-programmes et ne reflétait pas l'étendue des résultats obtenus par le programme. Certaines délégations ont par exemple cité le sous-programme 3 (Politiques macroéconomiques et croissance) et se sont inquiétées de l'omission des ressources nécessaires au développement, qui figuraient pourtant dans le projet de budget-programme pour 2018-2019. Une autre délégation a constaté que dans ce nouveau format, il était difficile de déterminer si des changements avaient eu lieu et ce qui les avait provoqués.

7. Une délégation a noté que certains produits retenus, tels que les politiques publiques, qui avaient été considérés comme des produits non quantifiés, n'étaient donc pas comptabilisés, ce qui posait problème parce qu'il n'était pas possible de donner une image équilibrée et d'effectuer des comparaisons comme pour les produits quantifiés. Elle a aussi fait observer que la référence aux textes portant autorisation du programme était perdue, dans la mesure où ceux-ci n'apparaissaient que dans le complément d'information sur les prévisions budgétaires.

8. Concernant le lien entre les objectifs des sous-programmes et les objectifs de développement durable, une délégation a relevé des incohérences dans les références relatives à ce lien, ce qui a également été constaté dans d'autres programmes ; à cet égard, elle a souhaité savoir comment la Commission percevait ce lien. Il importait certes que les États Membres soient en mesure d'atteindre les objectifs de développement durable mais dans certains cas, malgré le peu d'objectifs avec lesquels il existait un lien, beaucoup d'informations avait été données, y compris des cibles précises permettant de mesurer les progrès accomplis, tandis que dans d'autres, il n'y avait aucune information alors qu'il existait un lien avec un plus grand nombre d'objectifs. Le sous-programme 2 (Production et innovation) a été pris en exemple et une question a été posée afin de savoir pourquoi l'objectif 17 (Renforcer les moyens de mettre en œuvre le Partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser) n'avait pas été cité alors qu'il s'agissait d'un objectif primordial pour les États Membres. Il a aussi été souligné que, dans le sous-programme 4

(Développement social et égalité sociale), le résultat escompté pour 2020 faisait expressément mention des femmes dans la partie Une réponse adaptée à la situation, alors que le lien avec l'objectif 5 (Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles) avait été omis.

9. Évoquant le paragraphe 21.19 (sous-partie Stratégie pour 2020 et facteurs externes, partie Orientations générales), une délégation a constaté que le programme faisait état d'une coordination avec plusieurs entités, dont la Communauté des Caraïbes et l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique, mais ne citait pas d'autres entités régionales telles que l'Alliance du Pacifique et le Forum pour le progrès de l'Amérique du Sud (PROSUR). À cet égard, une délégation a demandé l'ajout d'une référence à l'Alliance du Pacifique et à PROSUR dans le descriptif de programme et dans le réseau de partenaires de la Commission.

10. Concernant le sous-programme 7 (Développement durable et établissements humains), une question a été posée sur la mobilisation de la société civile contre les changements climatiques. À ce propos, une délégation a souhaité savoir comment le rôle de la société civile était envisagé dans le programme pour ce qui était des propositions et de la communication d'idées aux fins de la protection de l'environnement. De même, une question a été posée sur le rôle du secteur privé en la matière.

11. Une délégation a noté qu'il avait été fait mention d'une collaboration avec le Programme des Nations Unies pour les établissements humains et demandé des informations complémentaires sur la possibilité de l'ouverture d'un bureau du Programme à Santiago.

12. Concernant le sous-programme 8 (Ressources naturelles et infrastructures), il a été demandé qu'une référence à la « hausse de la compétitivité » soit ajoutée, étant donné qu'il s'agissait d'un élément fondamental de la réalisation du développement durable dans la région.

13. Une délégation s'est réjouie des sous-programmes 11 (Activités sous-régionales en Amérique centrale, à Cuba, en Haïti, au Mexique et en République dominicaine) et 12 (Activités sous-régionales dans les Caraïbes), ainsi que des efforts accomplis dans ce domaine, y compris en Haïti. Elle a aussi noté, toutefois, que si dans le programme, la déclaration liminaire citait Haïti, aucune mention n'en était faite dans le rapport. Une délégation a évoqué l'ouverture d'une ligne de crédit pour imprévus auprès de la Banque interaméricaine de développement, au titre du sous-programme 12. Une autre délégation a souligné que les Bahamas avaient utilisé cette ligne de crédit et demandé si d'autres pays en avaient bénéficié. En ce qui concerne le résultat mis en évidence pour 2018 dans la partie Coup de projecteur, les délégations ont salué les mesures prises dans le cadre du programme à la suite des nombreux ouragans ayant frappé la région. Concernant le Coup de projecteur sur l'un des résultats escomptés pour 2020, il a été pris note des activités prévues aux fins de la généralisation des objectifs de développement durable, et une délégation a demandé si d'autres missions que celles qui étaient citées dans la partie Une réponse adaptée à la situation avaient été menées.